



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la Coordination des Politiques  
Publiques

Bureau des procédures environnementales

N ° 2018-0654

### **arrêté préfectoral complémentaire Société SAINT-GOBAIN PAM à Pont-à-Mousson et Blénod-les-Pont-à-Mousson**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses livres II et V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 réglementant les activités industrielles que la société SAINT-GOBAIN PAM exerce au sein de son usine située sur les territoires des communes de PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, dénommé usine de PONT-A-MOUSSON ; ;

VU l'arrêté préfectoral cadre n° 2017-451 du 8 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse ;

VU le rapport référencé PPNA/LL/246-2018 de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 2 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements d'eau et rejets aqueux des établissements industriels sont visés par des mesures de limitation d'usage en cas de crise climatique grave ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées par la société SAINT-GOBAIN PAM dans son usine implantée à PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON génèrent des prélèvements significatifs d'eau dans le milieu naturel ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

### **A R R E T E**

#### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

La société SAINT GOBAIN PAM, dont le siège social est situé 21 avenue Camille Cavallier, BP 129, – 54705 PONT-A-MOUSSON, doit engager pour son usine implantée et exploitée sur les territoires des communes de PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON, les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic conduisant à déterminer les actions de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel et le réseau public de distribution ainsi que de diminution des ses rejets aqueux dans le milieu naturel.

Ces actions de réduction sont pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques.

Le cas échéant, l'exploitant se sert des données obtenues lors d'études précédentes, mises à jour si nécessaire, pour établir le diagnostic et le plan d'actions associé répondant au présent arrêté.

## **Article 2 : Contenu du diagnostic**

Le diagnostic doit préciser :

1. les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;
2. les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
3. les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficit hydrique ;
4. les pertes dans les circuits de prélèvement ou de distribution d'eau de l'établissement ;
5. les dispositions temporaires envisageables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
6. les limitations des rejets aqueux de l'établissement possibles en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, en fonction de l'aggravation du phénomène climatique notamment des baisses de débit des cours d'eau récepteurs ;
7. les rejets aqueux minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement en sécurité des installations de l'établissement ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets aqueux limités ;
8. les évolutions prévisibles de process avec leurs incidences sur la consommation d'eau de l'établissement (quantité et qualité)

## **Article 3 : Gestion des prélèvements d'eau et des rejets aqueux**

L'exploitant établit un document décrivant les opérations de gestion des prélèvements et des rejets du site, accompagné d'un échéancier et d'une évaluation technico-économique des opérations décrites mentionnant en particulier les éventuelles conséquences sur l'activité de l'établissement (arrêt d'installations, incidences sur la sécurité et/ou la production, etc.).

L'analyse effectuée doit permettre de proposer des mesures adaptées relatives aux usages de l'eau de l'établissement en cas de situation de situation hydrologique déficitaire et suivant le niveau d'alerte sécheresse.

L'analyse doit également rendre compte des mesures mises en œuvre ou possibles et de leur efficacité en matière :

- d'économies d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;
- de limitation voire de suppression de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement approprié.

## **Article 4 :**

L'ensemble des éléments répondant aux dispositions des articles 1, 2 et 3 du présent arrêté du présent arrêté sont adressés par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées dans le délai maximal de neuf mois à compter de la date de notification de cet arrêté.

### **Article 5 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prescrits, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 6 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex.

Le délai de recours prévu à l'article R. 514-3-1 du même code est :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Dans ces mêmes délais, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande).

### **Article 7 :**

En vue de l'information des tiers :

- 1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Pont-à-Mousson et Blénod-les-Pont-à-Mousson
- 2° - un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture,
- 3° - le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

### **Article 8 :**

La secrétaire générale de la préfecture et les maires concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société Saint-Gobain PAM

et dont une copie sera adressée :

- à l'Inspecteur des installations classées

NANCY le **30 AOUT 2018**

Pour le préfet,  
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD

